

Prévenir la crise économique pendant qu'il est encore temps.

Cacher à l'opinion les difficultés qui s'accumulent nous empêche de changer de politique et nous condamne au pire.

Nous entrons dans la crise à reculons, et dans le mensonge économique. Nos gouvernants n'ont cessé, depuis le début de l'année, de nier l'évidence et de repousser par principe l'éventualité de toute dégradation de la situation. Au départ, on nous a dit que les difficultés étaient propres à la Thaïlande, puis à la seule Corée, puis à la zone asiatique, mais sans conséquences pour les Etats-Unis ou l'Europe. Il ne devait y avoir d'effet de contagion ni en matière boursière, ni dans le domaine économique. Puis vint la Russie. De nouveau ce sont des circonstances particulières qui ont été invoquées. Puis vinrent les baisses massives des marchés d'actions américain et européens au mois d'août et en septembre. Fort heureusement notre pays était, nous affirmait le discours officiel, à l'abri grâce au "bouclier de l'Euro" qui possède, on le sait, toutes les vertus.

Désinformation

Ce panégyrique absurde rappelle fâcheusement le slogan socialiste du début des années 80 selon lequel les nationalisations constituaient pour la France le "fer de lance de la croissance". On a vu par la suite ce qu'il en était et il n'a pas fallu attendre plus de cinq années après 1981 pour voir enfin mettre en œuvre une politique diamétralement inverse, le conservatisme monétaire et budgétaire ayant pris le relais du laxisme keynésien dès 1983.

Nous sommes aujourd'hui engagés dans une erreur du même ordre mais encore plus dangereuse. Nos élites bureaucratiques ont une capacité infinie de se persuader du déraisonnable et de prendre leurs idées fausses pour des politiques économiques sérieuses. Il suffirait ensuite d'endoctriner l'opinion pour que la réalité réponde docilement aux souhaits de Matignon ou de Bercy. Mais nier la réalité de la crise mondiale, qui dérape de façon préoccupante vers la déflation, conduit à retarder la prise de conscience publique et donc la possibilité de mise en œuvre de politiques plus adaptées. Or le temps presse. Les prévisions de croissance pour l'ensemble de la planète l'an prochain ont été, en quelques mois, divisées par deux, passant de près de 4 pour cent l'an dernier à moins de 2 pour cent aujourd'hui. Il est tout simplement impossible que cette évolution épargne l'Europe, d'autant que la plongée des taux de change asiatiques, et désormais aussi du dollar, détermine une concurrence exacerbée pour les exportateurs européens, non seulement à destination de l'extrême orient, mais sur tous les marchés du monde.

Choc de change

Les Etats-Unis ont réagi avec compétence et sagesse en prenant les mesures qui s'imposaient.

En l'espace de quelques semaines le dollar est passé de près de 6,10 francs à environ 5,65, ce qui constitue une baisse approchant les 10 pour cent. Rappelons-nous que nos "responsables" se réjouissaient naguère de la hausse du dollar de 5,80 à plus de 6 francs qui disaient-ils alors, et à juste titre, "apportait une bouffée d'oxygène à l'économie française". Les mêmes causes, en sens inverse, produisent des effets symétriques. L'économie française subit ainsi un choc de change de grande ampleur.

Déjà nos exportations vers l'Asie enregistrent une chute brutale. L'excédent moyen mensuel à destination des pays émergents de la zone qui était de 1,5 milliards à l'automne dernier s'est transformé en un déficit de 2 milliards (*Agefi*, 23 septembre). Le ralentissement se fait sentir dans toute l'Europe. Selon Eurostat, le PIB européen n'a augmenté que de 0,2 pour cent au deuxième trimestre de cette année, ce qui correspond à un rythme annuel de croissance inférieur à 1 pour cent. Les conjoncturistes indépendants, c'est-à-dire privés et étrangers, prévoient pour l'an prochain, en France comme en Allemagne, une expansion ne dépassant pas 1,5 à 2 pour cent, alors que les officiels français affichent imperturbablement un chiffre de l'ordre de 2,5 à 2,7 qui ne repose sur aucun fondement sérieux.

La différence peut sembler mince. Mais à moins de 2,5 pour cent de croissance il est certain que la situation de l'emploi va se dégrader à nouveau. Le regain du chômage est au coin de la rue. Et la dépréciation des bourses européennes, en dépit du fameux bouclier monétaire constitue à la fois un reflet des difficultés réelles et un facteur aggravant. Rappelons que depuis les sommets historiques atteints il y a deux mois, Francfort a baissé de 28 pour cent, Amsterdam de 32, Londres de 20 et Paris de 24 pour cent, c'est-à-dire plus que le Dow Jones qui a chuté de 17 pour cent (*Le Figaro économie*, 22 septembre). A l'exact opposé des affirmations péremptoires et répétées de nos dirigeants financiers.

Il est à prévoir que la "correction" n'est pas finie si l'on se réfère à l'estimation faite par les experts compétents d'une surévaluation probable des bourses occidentales de l'ordre de 35 pour cent faite en 1997, c'est-à-dire avant la hausse de 30 à 35 pour cent enregistrée sur le premier semestre de 1998 (Voir "La baisse annoncée des marchés d'action", *Le Figaro* du 13 mars 1998). La baisse récente ne ferait en réalité que corriger cette dernière hausse, mais il resterait encore à compenser les excès des années précédentes !

Dans un contexte international qui s'assombrit, l'absence de réaction des autorités monétaires et budgétaires européennes a de quoi inquiéter. Depuis plusieurs mois Allan Greenspan a fort sagement essayé de dégonfler la bulle boursière en douceur, sans brutaliser les marchés. Il laisse périodiquement entrevoir une baisse des taux d'intérêt qui amortirait, le moment venu, un choc financier trop important. Mais les européens restent sourds à la suggestion américaine d'une reflation concertée par baisse simultanée des taux d'intérêt des deux cotés de l'Atlantique. C'est que le mécanisme mis en place pour le lancement de l'Euro nous paralyse. Wim Duisenberg vient de rappeler mardi dernier que toute baisse des taux en Europe compromettrait l'opération Euro. Et d'ailleurs nos économies n'auraient que faire d'un changement de politique puisqu'elles constituent un "havre sûr" pour les investisseurs internationaux. Et Hans Tietmayer de renchérir dans la langue de bois. Il s'ensuit que nous acceptons d'aggraver la surévaluation du franc et des autres devises de l'euroland, ce qui ne peut qu'accroître l'impact du choc déflationniste mondial

sur notre continent. L'erreur dramatique du bloc-or dans les années trente recommence, comme je l'indiquais dans mon livre *l'Erreur européenne* (Grasset, 1998), sans penser que les événements iraient aussi vite.

Mesures de relance

Or ce dont nous avons besoin, et vite, c'est d'une gestion monétaire favorisant enfin l'expansion par la baisse des taux de change, accompagnée d'une politique budgétaire de relance qui passe par un accroissement sensible des déficits. Précisons qu'il ne s'agit nullement d'accroître les dépenses publiques déjà excessives mais bien d'alléger la charge de la fiscalité.

Une telle politique s'impose à un double titre, à la fois pour stimuler une demande globale défaillante et pour mettre en œuvre une réforme trop longtemps différée des systèmes de retraites. Un grand emprunt permettrait de financer les retraites des prochaines années en allégeant considérablement les cotisations sociales que paient les actifs. Ces derniers seraient ainsi en mesure de constituer sans sacrifice supplémentaire leur propre épargne retraite par capitalisation, qui est la clé de l'avenir. Et la baisse de l'impôt sur le travail permettrait à son tour de réduire le chômage.

Laisser flotter le franc, c'est-à-dire instaurer un moratoire pour la mise en place de l'Euro, lancer un grand emprunt pour financer la réforme du système de retraites, les mesures économiques efficaces pour prévenir les effets de la récession mondiale qui va nous frapper de plein fouet existent et sont à notre portée. Mais puisque nos gouvernants se complaisent dans le culte de l'impuissance, il revient à une nouvelle opposition de saisir l'opinion et d'imposer les remèdes nécessaires.

JJR

Le Figaro, 25 septembre 1998